

**Art. 21.** Dans l'article 36, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 novembre 2020, il est inséré un point 5°/1, rédigé comme suit :

« 5°/1 la décision de non-acceptation de la notification par le bénéficiaire du non-remboursement de l'aide accordée sous forme d'avances récupérables ; ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 23.** Le ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions et le ministre flamand ayant l'innovation dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/10036]

**7 JUIN 2021.** — Arrêté du Ministre-Président abrogeant l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2021 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 – port du masque et interdiction d'alcool de 22h à 5h

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998;

Vu l'article 128 de la loi provinciale;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes en son article 4, §2<sup>quater</sup>, 1°, tel que modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19;

Vu l'avis 2.3 (82) de la Ceval qui définit les 6 règles d'or à appliquer dans les différents stades de la pandémie COVID-19;

Vu la réunion de la Cellule de crise provinciale élargie aux Bourgmestres et aux services du Collège réuni qui s'est tenue le 24 octobre 2020;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> et 28 novembre 2020, des 11, 19, 20, 21 et 24 décembre 2020, des 12, 14, 26 et 29 janvier 2021, 6 février 2021, 6, 20 et 26 mars 2021, 24 et 27 avril 2021, 7 mai 2021 et 4 juin 2021;

Vu l'arrêté du Ministre-Président du 4 mai 2021 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 – port du masque et interdiction d'alcool de 22h à 5h;

Vu les réunions du Comité de concertation du 11 mai 2021 et du 4 juin 2021;

Vu les rapports épidémiologiques établis par Sciensano et par la Commission communautaire commune;

Vu la décision prise lors du comité de concertation du 14 avril 2021 d'autoriser de nouvelles activités à l'extérieur à partir du 8 mai;

Vu la réunion du Conseil régional de sécurité bruxellois du 7 juin 2021;

Vu la concertation préalable avec le centre de crise national et le commissaire Corona désigné par l'Etat fédéral pour la gestion de la crise du COVID-19;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/10036]

**7 JUNI 2021.** — Besluit van de Minister-President tot opheffing van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 mei 2021 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken – mondkmaskerplicht en alcoholverbod van 22u tot 5u

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, § 2 van de Grondwet;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998;

Gelet op artikel 128 van de provinciewet;

Gelet op artikel 4, § 2<sup>quater</sup>, 1° van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op het advies 2.3 (82) van Ceval dat de zes gulden regels omschrijft die moeten worden toegepast in de verschillende stadia van de COVID-19-pandemie;

Gelet op de vergadering van de Provinciale Crisiscel uitgebreid met de burgemeesters en de diensten van het Verenigd College, die op 24 oktober 2020 plaatsvond;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 1 en 28 november 2020, 11, 19, 20, 21 en 24 december 2020, 12, 14, 26 en 29 januari 2021, 6 februari 2021, 6, 20 en 26 maart 2021, 24 en 27 april 2021, 7 mei 2021 en 4 juni 2021;

Gelet op het besluit van de Minister-President van 4 mei 2021 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken – mondkmaskerplicht en alcoholverbod van 22u tot 5u;

Gelet op de vergaderingen van het Overlegcomité van 11 mei 2021 en 4 juni 2021;

Gelet op de epidemiologische rapporten opgesteld door Sciensano en door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beslissing van het Overlegcomité van 14 april 2021 om vanaf 8 mei nieuwe buitenactiviteiten toe te laten;

Gelet op de vergadering van de Brusselse Gewestelijke Veiligheidsraad van 7 juni 2021;

Gelet op het voorafgaande overleg met het nationaal crisiscentrum en de coronacommissaris die door de federale staat is aangesteld voor de beheersing van de COVID-19-crisis;

Considérant que selon la dernière évaluation de la situation épidémiologique réalisée par le *Risk Assessment Group* (ci-après RAG), le nombre de cas de coronavirus détectés en Belgique est en diminution constante;

Considérant que le RAG souligne que l'incidence cumulée sur 14 jours a diminué dans toutes les provinces/régions de même que le nombre de nouveaux cas;

Que le taux d'incidence en Région de Bruxelles-Capitale par 100.000 habitants sur 14 jours est donc en diminution constante et se situe à 239 en date du 2 juin 2021 (alors qu'il était de 518 en date du 15 avril) soit très légèrement supérieur au taux national qui est de 211;

Que le nombre d'occupation des lits en unité de soin intensif (USI) en région bruxelloise se caractérise aussi par une nette diminution puisqu'il est de 62 patients pour 336 patients à l'échelle du pays; que cela représente un taux d'occupation pour les patients COVID de 23% (il y a quelques semaines il était encore de 49%) du nombre total de lits USI accrédités en région bruxelloise;

Que les rapports de suivi établis par les services de la Commission communautaire commune confirment la poursuite de la diminution de l'épidémie en Région bruxelloise;

Considérant que le taux de positivité observé suite aux tests effectués à Bruxelles est de 3,8 % (il y a quelques semaines il se situait encore à 9,2 %) soit légèrement inférieur à la moyenne nationale qui est de 4,1%;

Considérant que le Comité de concertation du 11 mai 2021 avait décidé que, pour autant que la situation épidémiologique le permette et en fonction de la pression sur les hôpitaux (seuil cible de maximum 500 atteint un taux de vaccination 1<sup>e</sup> dose de plus de 80 pour cent chez les personnes présentant des comorbidités), les mesures décidées à l'issue de ce Comité pourraient être mises en œuvre à partir du 9 juin.

Considérant que ledit Comité a constaté que les conditions posées étaient remplies et que de nouveaux assouplissements pouvaient entrer en vigueur à partir du 9 juin 2021;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 prévoit en son article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, que « *Lorsque le bourgmestre ou le gouverneur est informé par l'organisme de santé de l'entité fédérée concernée d'une résurgence locale de l'épidémie sur son territoire, ou lorsqu'il le constate, il doit prendre les mesures complémentaires requises par la situation* »;

Considérant qu'il y a lieu d'entendre les termes «le gouverneur» utilisés dans la disposition légale précitée par «le Ministre-Président» pour ce qui concerne le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant comme le souligne le Conseil d'Etat dans un arrêt n° 247.452 du 27 avril 2020 que la Ministre de l'Intérieur dispose « du plus large pouvoir d'appréciation » dans le choix des mesures de gestion de la crise sanitaire;

Considérant que par analogie de motifs, le Ministre-Président dispose du plus large pouvoir discrétionnaire dans le cadre de l'adoption de mesures complémentaires en rapport avec la gestion de la crise du covid-19 et ce, dans les limites de ses compétences de police administrative.

Considérant que dans un arrêt n° 241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »

Qu'ainsi, outre les mesures déjà édictées au niveau fédéral, les autorités locales conservent la possibilité d'adopter des mesures complémentaires en raison de la situation sanitaire particulière propre à leur territoire;

Considérant que l'Autorité constate et ce, après avoir consulté les 19 bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale et les chefs de corps que l'approche particulière qui prévalait jusqu'à présent pour le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ne se justifie plus eu égard à la diminution significative de l'ensemble des indicateurs clés de la gestion de l'épidémie à l'instar du reste du pays;

Considérant qu'à mesure que le nombre de personnes vaccinées augmente sur l'ensemble du territoire belge, la gestion du virus est appelée à évoluer;

Considérant en outre que le Comité de concertation du 4 juin 2021 demande que les gouvernements, membres du Comité de concertation, s'engagent à respecter la concertation interfédérale et plaide pour l'uniformité des mesures décidées au niveau fédéral;

Qu'à ce titre, la situation sanitaire sur le territoire de l'agglomération bruxelloise n'impose plus qu'il y ait des mesures particulières et complémentaires à celles établies par la ministre de l'Intérieur et reprises dans son arrêté ministériel du 28 octobre 2020;

Overwegende dat uit de recentste evaluatie van de epidemiologische situatie door de *Risk Assessment Group* (hierna RAG) blijkt dat het aantal in België vastgestelde coronabesmettingen aanhoudend daalt;

Overwegende dat de RAG benadrukt dat de 14-daagse cumulatieve incidentie evenals het aantal nieuwe gevallen in alle provincies/gewesten gedaald is;

Dat de 14-daagse incidentie per 100.000 inwoners in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dus aanhoudend afneemt en op 2 jun 2021 239 bedroeg (tegenover 518 op 15 april), d.i. maar iets hoger dan de nationale besmettingsgraad die 211 bedraagt;

Dat ook het aantal ingenomen bedden op de afdelingen intensieve zorgen (ICU) in het Brussels Gewest beduidend gedaald is en daar nu 62 patiënten liggen van de 336 over het hele land; dat dit betekent dat 23% van het totale aantal erkende ICU-bedden in het Brussels Gewest ingenomen wordt door COVID-patiënten (enkele weken geleden was dat nog 49%);

Dat de door de diensten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie opgestelde opvolgingsrapporten bevestigen dat de epidemie in het Brussels Gewest verder afneemt;

Overwegende dat het percentage positieve testen in Brussel 3,8% bedraagt (enkele weken geleden was dat nog 9,2%), d.i. iets lager dan het nationale gemiddelde van 4,1%;

Overwegende dat het Overlegcomité op 11 mei 2021 beslist had dat de maatregelen die het had genomen vanaf 9 juni konden ingaan, op voorwaarde dat de epidemiologische situatie het zou toelaten en afhankelijk van de druk op de ziekenhuizen (de drempel van maximaal 500 moet bereikt zijn en 80 procent van de mensen met onderliggende aandoeningen moet een eerste vaccinatie hebben gekregen).

Overwegende dat het Comité heeft vastgesteld dat die voorwaarden vervuld zijn en dat vanaf 9 juni 2021 nieuwe versoepelingen van kracht kunnen worden;

Overwegende dat in artikel 27, § 1, tweede lid van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bepaald is dat « *wanneer de burgemeester of de gouverneur door het gezondheidsorganisme van de betrokken gefedereerde entiteit wordt ingelicht over een plaatselijke toename van de epidemie op diens grondgebied, of wanneer hij dit vaststelt, hij bijkomende maatregelen moet nemen vereist door de situatie* »;

Overwegende dat de woorden "de gouverneur" in voormelde wettelijke bepaling voor wat het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, begrepen moeten worden als "de Minister-Président";

Overwegende dat, zoals de Raad van State in arrest nr. 247.452 van 27 april 2020 benadrukt, de minister van Binnenlandse Zaken bij de keuze van de maatregelen om de gezondheids crisis aan te pakken over "de meest ruime beoordelingsbevoegdheid" beschikt;

Overwegende dat vanuit een gelijkaardige redenering de Minister-Président over de meest ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt om binnen de perken van zijn bestuurlijke politiebevoegdheden bijkomende maatregelen in de aanpak van de COVID-19-crisis te nemen;

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: "iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid";

Dat de lokale overheden aldus de mogelijkheid behouden om naast de maatregelen die al door de federale overheid zijn uitgevaardigd, omwille van de bijzondere gezondheidssituatie op hun grondgebied bijkomende maatregelen te nemen;

Overwegende dat de overheid na raadpleging van de 19 burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de korpschefs vaststelt dat de aanpak die tot op heden op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gold, niet langer gerechtvaardigd is doordat alle kernindicatoren voor het beheer van de epidemie net zoals in de rest van het land een aanzienlijke daling vertonen;

Overwegende dat naarmate meer mensen over het hele Belgische grondgebied gevaccineerd worden, het beheer van het virus bijgestuurd dient te worden;

Overwegende daarenboven dat het Overlegcomité op 4 juni 2021 aan de regeringen die lid zijn van het Overlegcomité vroeg om zich ertoe te verbinden het interfederale overleg na te leven en het pleit voor eenvormigheid van de op federaal niveau uitgevaardigde maatregelen;

Dat de gezondheidssituatie op het grondgebied van de Brussels agglomeratie aldus niet langer noopt tot bijzondere bijkomende maatregelen naast degene die door de minister van Binnenlandse Zaken zijn ingevoerd en in het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 zijn opgenomen;

Considérant que dans ce cadre-là et au regard de la diminution de l'ensemble des chiffres de l'épidémie à Bruxelles, les mesures complémentaires édictées par l'arrêté du Ministre-Président du 4 mai 2021 ne se justifient plus,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2021 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 – port du masque et interdiction d'alcool de 22h à 5h est abrogé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 9 juin 2021.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera communiqué au centre de crise national, publié au *Moniteur belge* et communiqué aux 19 Bourgmestres de la Région de Bruxelles-capitale et aux 6 chefs de corps des zones de police bruxelloises.

**Art. 4.** Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande d'annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication au *Moniteur belge*. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action de suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure de référé devant le Conseil d'Etat.

Bruxelles, le 7 juin 2021.

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

Overwegende dat de bijkomende maatregelen die in het besluit van de Minister-President 4 mei 2021 zijn uitgevaardigd, vanuit dat opzicht en in het licht van de algehele daling van de epidemiecijfers in Brussel niet langer gerechtvaardigd zijn,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 mei 2021 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken – mondmaskerplicht en alcoholverbod van 22u tot 5u wordt opgeheven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 9 juni 2021.

**Art. 3.** Dit besluit zal meegedeeld worden aan het nationaal crisiscentrum, bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad* en meegedeeld worden aan de 19 burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de 6 korpschefs van de Brusselse politiezones.

**Art. 4.** Overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van dit besluit worden ingediend bij de afdeling administratie van de Raad van State wegens schending van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het verzoek tot nietigverklaring moet, op straffe van onontvankelijkheid, worden ingediend binnen de 60 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoekschrift wordt ofwel per post aangetekend verzonden naar de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, ofwel wordt het ingediend volgens de elektronische procedure met behulp van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van het besluit worden ingediend, conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Brussel, 7 juni 2021.

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. VERVOORT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2021/31579]

#### Désignation

Par arrêté royal du 27 mai 2021, madame Liliane Verreyen est désignée en qualité de titulaire de la fonction de management N-1 « Directeur général PersoPoint, Secrétariat pour l'administration du personnel et des salaires », dotée de la classe 4, pour une durée de six ans, auprès du Service public fédéral Stratégie et Appui, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2021.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, sous pli recommandé à la poste.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2021/42028]

#### Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 20 mai 2021, Madame Sabrina BRASSEUR, est promue par avancement au niveau supérieure dans la classe A1 avec le titre Attaché par mobilité fédérale au Service public fédéral Stratégie et Appui dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2021/31579]

#### Aanstelling

Bij koninklijk besluit van 27 mei 2021 wordt mevrouw Liliane Verreyen aangewezen als titularis van de managementfunctie N-1 " Directeur-Generaal Secretariaat voor personeels- en loonadministratie PersoPoint", met klasse 4, voor de duur van zes jaar bij de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, met ingang van 1 juni 2021.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking.

Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State te worden toegezonden.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2021/42028]

#### Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 20 mei 2021, wordt mevrouw Sabrina BRASSEUR, bevorderd door overgang naar het hogere niveau in de klasse A1, met de titel van Attaché, via federale mobiliteit, bij Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1<sup>ste</sup> maart 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.